

tration et l'exploitation de ces terrains coûtaient au Canada avant leur transfert, etc. C'est un document qui prend un peu de temps à préparer, mais pas autant qu'il ne s'en est déjà écoulé.

Le 2 mars, l'honorable député de York-Ouest (sir Henry Drayton) a demandé le montant des droits de douane payés par les compagnies de chemin de fer américaines sur le matériel roulant américain employé au Canada au cours des vingt-six dernières années, les noms de ces compagnies, la nature du matériel et la quantité.

Le même jour, l'honorable député de Kingston (M. Ross) demandait le rapport de l'enquête faite par M. David Campbell, c.r., au sujet des provisions de houille. Le même jour aussi l'honorable député de Parry-Sound (M. Arthurs) a demandé un état des sommes versées pour les services de MM. David Campbell et D. R. MacLean dans cette enquête.

Le 4 mars, l'honorable député de Kingston (M. Ross) a demandé quel avait été le coût de l'enquête faite par M. David Campbell au sujet du charbon pour le district militaire n° 10, et, le même jour, l'honorable député de Parry-Sound (M. Arthurs) a demandé un état des frais de l'enquête sur le charbon qui eut lieu à la caserne Tuxedo, à Winnipeg, les sommes reçues par les commissaires et si le Gouvernement avait reçu des plaintes de Winnipeg ou d'ailleurs au sujet des sommes versées.

Le 9 mars, l'honorable député du Yukon (M. Black) a demandé la correspondance concernant l'exemption de l'impôt sur le revenu des sommes versées soit comme appointements, indemnité journalière ou autrement, par le gouvernement fédéral aux fonctionnaires du Yukon.

Une autre demande de document a été faite le 9 mars par l'honorable député d'Algonoma-Ouest (M. Simpson) au sujet du nombre d'automobiles achetées par le Gouvernement depuis le 1er janvier 1912.

Le 11 mars, l'honorable député de Kent (N.-B.) (M. Doucet) a demandé la durée des fonctions et les noms des officiers commandant les districts militaires d'Halifax, de Saint-Jean, de Toronto et autres districts. Le même jour, un autre député a demandé le nom, le rang, la position et le chiffre de la pension de chacun des officiers d'état-major aux quartier général à Ottawa, etc.

Le 16 mars, l'honorable député de Kent (N.-B.) (M. Doucet) a demandé la correspondance entre le département de la Marine et les autres départements au sujet des sau-

vetages effectués par Tiburce Mallet, de Ste-Marie, Iles Shippigan (N.-B.).

Ensuite, il y a eu la demande de l'honorable député de Charlotte (M. Grimmer) concernant la valeur facturée des machines à fabriquer les conserves louées par le département des Douanes et importées en mai et juin 1924. Puis celle de l'honorable député de Vancouver-Centre (M. Stevens) le 30 mars, au sujet de la correspondance entre le département de la Défense nationale ou le département de la Justice et la Canadian Coal Sales Company, Limited. Le 30 mars aussi, celle de l'honorable député de Parry-Sound (M. Arthurs) pour les copies des lettres, télégrammes et autres documents échangés entre le gouvernement fédéral et les mineurs de Cap-Breton. Le 22 avril, celle de l'honorable député d'Oxford-Sud (M. Sutherland) au sujet du montant total dépensé par le Gouvernement actuel depuis son entrée en fonctions pour les travaux d'impression autres que ceux exécutés par l'Imprimerie nationale et aussi d'autres détails.

Une autre présentée le 22 avril par le député junior d'Halifax (M. Black) demandant copie de toute correspondance, rapports, documents et ainsi de suite, échangés entre le ministère de la Justice ou tout autre ministère ou ministre, ou toute autre personne, au cours des six derniers mois, et ayant trait à la nomination d'un inspecteur des pénitenciers et au refus d'accepter pour ce poste le colonel Eric W. MacDonald, d'Halifax.

Une autre, de la même date, venant de l'honorable député de Vancouver-Centre (M. Stevens) et demandant copie de toute correspondance ou documents échangés entre les gouvernements de la Roumanie et de la Grèce et le gouvernement du Canada ou le Haut commissaire canadien touchant le règlement des dettes que ces deux pays ont contractées envers le Canada.

Une autre émanant de l'honorable député de New-Westminster (M. McQuarrie) le 27 avril, demandant un état indiquant le nombre des employés civils susceptibles de tomber sous les dispositions de la loi de la pension du service civil, 1924—simplement le nombre.

Une autre du 27 avril présentée par l'honorable député de Kent (M. Doucet) et demandant copie de toute correspondance et autres documents se rapportant à la nomination d'un nouveau préposé aux postes à Saint-Ignace.

Une autre du 6 mai, du même député,—je ne vais citer que celles qui ont été acceptées jusqu'à un mois d'aujourd'hui, ne présument pas que ceux qui ont été acceptées depuis sont très retardées—demandant toute la cor-